

Discours du Président de la République à l'occasion de l'événement de haut niveau sur le climat, en marge de l'AGNU

Merci beaucoup, mesdames, messieurs les présidents,
Mesdames, messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames, messieurs les ministres,
Mesdames, messieurs les ambassadrices et ambassadeurs,
Mesdames, messieurs, en vos grades et qualités.

Je vais essayer d'aller le plus directement possible à l'objectif parce qu'au fond, nous savons tous ici très précisément ce qui nous rassemble. Il y a maintenant 10 ans, l'accord de Paris a posé très clairement nos objectifs communs fondés sur la science, j'y reviendrai, et l'évolution sur à peu près toutes les latitudes de notre planète montre que les conséquences des dérèglements climatiques sont bien là, qui rendent encore plus tangibles les constats que nous faisons il y a 10 ans.

Dans ce contexte-là, je veux d'abord ici vous dire que la France, depuis 2017, respecte ses budgets carbone et est au rendez-vous de ses obligations. Et donc, nous continuerons à le faire, et vous pouvez compter sur notre économie et notre pays. Mon deuxième message, c'est qu'on doit maintenant être au rendez-vous de cette fin d'année 2025, et on le sait, avec quelques objectifs qui nous attendent pour la COP 30 au Brésil, à Belém, qui est ô combien importante. Et je veux ici redire au président Lula, à ses équipes, à tous les négociateurs, notre soutien en la matière. Et donc, pour dire les choses de manière tout aussi simple, les Européens seront au rendez-vous de Belém et la France défendra avec force ce rendez-vous, c'est-à-dire être sur le chemin qui nous amène à la neutralité carbone 2050.

Donc, nous présenterons nos contributions déterminées au niveau national, basées sur la science, mobilisant les moyens publics et privés, en ligne avec la trajectoire, et la France soutient à cet égard aussi le développement des mécanismes de crédit carbone entre États, qui nous permettront d'aller plus loin, et tous les mécanismes permettant d'accompagner nos industries dans cette transition, et donc de nous mettre en capacité d'y arriver. Voilà ce qui sera présenté d'ici à la fin d'année, au mois de novembre à Belém et pour la COP 30.

Au-delà, je voulais revenir sur quelques-uns des objectifs importants des prochains mois dans ce contexte. D'abord, nous devons continuer résolument à nous engager sur la sortie progressive des énergies fossiles. Nous l'avons décidé à Dubaï, et c'est une mobilisation qui est essentielle, et il nous faut pour cela continuer d'accélérer en particulier notre sortie du charbon. N'allons pas vers des COP futures en revenant sur les engagements pris dans les COP passées. Et donc, là-dessus, on a mis en place des mécanismes pour financer ces transitions, pour amortir aussi les financements parfois faits récemment, et n'accréditons pas les discours régressifs qui consisteraient à dire que ce serait une bonne chose de rouvrir des centrales à charbon ou de revenir sur la pire des énergies fossiles. Essayons de ne pas reculer de deux cases, mais plutôt de continuer d'accélérer cette transition.

Ensuite, ça a été dit par mon amie Mia Mottley tout à l'heure, fixons des objectifs contraignants sur le méthane. On sait que c'est un objectif accessible. Nous participons à cette coalition du Global Methane Pledge, qui rassemble 150 pays. J'invite tous ceux qui n'y sont pas encore à la rejoindre. La réduction du méthane est le chemin le plus rapide pour une baisse des émissions, et nous en ferons aussi une priorité du G7 que la France aura à présider l'année prochaine.

Le troisième élément sur lequel je voulais insister, c'est la protection, la restauration de nos écosystèmes. On sait maintenant très clairement aujourd'hui, par les travaux du GIEC et de l'IPES, qu'il y a une synergie très profonde entre notre combat pour limiter nos émissions de CO2 et notre combat pour la biodiversité. L'un et l'autre se renforcent. Et on a, à cet égard, parce que je ne veux pas être trop long ici, mais à nous battre avec force pour nos forêts, et en particulier nos forêts primaires et nos océans, parce que ces deux combats sont des combats pour préserver notre biodiversité. Je rappelle que les trois quarts de la biodiversité terrestre aujourd'hui sont dans ces forêts primaires, qu'on a des réserves de biodiversité extraordinaires dans nos océans et qu'on a là, quand on parle de nos océans et de nos forêts primaires, des puits de carbone absolument remarquables et, en particulier, des puits de carbone irrécupérables pour nos forêts primaires. Et donc, je veux qu'on poursuive la mobilisation pour nos forêts.

Le rendez-vous de Belém sera important parce qu'on va améliorer et monter notre engagement collectif pour l'Amazonie. La France est un des pays de l'Amazonie avec le territoire guyanais. Et donc, nous aurons à apporter des mécanismes nouveaux, des financements nouveaux pour protéger encore davantage l'Amazonie. On ne doit pas aussi rebaisser et relâcher nos objectifs sur les forêts d'Asie du Sud-Est et du Pacifique, je pense à ce qu'on a fait avec la Papouasie de Nouvelle-Guinée, et évidemment les forêts primaires en Afrique, qui demeurent des objectifs essentiels. À cet égard, tout ce qu'on va déployer avec ce qu'on appelle les *country packages* est absolument clé pour aider à la préservation. Et là où nous mettons tant d'argent pour faire de la reforestation, ce qui est une très bonne chose, mettons beaucoup d'argent pour préserver les forêts existantes, ce qu'on ne fait pas suffisamment, et permettre à des territoires qui conservent ces forêts de sortir d'un dilemme qui serait celui de perdre en quelque sorte des capacités de développement économique en préservant ces forêts.

Donc, c'est à la communauté internationale d'accompagner ces pays dans ce travail de protection. Et puis, on a nos océans. La conférence de Nice, tout le travail collectif qui a été fait — et je remercie les Nations unies, tous les pays partenaires, et c'est quelque chose que nous avons mené avec nos amis du Costa Rica — nous a permis de dépasser même les 60 ratifications pour le traité dit BBNJ. Et donc, on va mieux protéger notre haute mer, mais il faut vraiment renforcer le travail collectif : protection de la haute mer avec la mise en œuvre de BBNJ, maintenant on a tout ce travail de mise en œuvre des objectifs Kunming-Montréal avec le 30-30 pour protéger dans les zones économiques exclusives au moins 30 % de nos zones, et puis je vous invite au maximum à rejoindre l'initiative de moratoire sur le *deep sea mining*, qui est absolument clé, là aussi, si on veut préserver cette biodiversité. Il faut relancer et multiplier les efforts pour les forêts et les océans.

Puis, on a enfin le combat des financements. On sait le rendez-vous important pour Belém à cet égard. Je veux ici dire que l'Union européenne se mobilise. Nous sommes le premier bailleur international : 28 milliards d'euros en 2022 qui ont été décidés, ce qui fait un quart de la finance internationale pour le climat. La France elle-même, avec l'Agence française de développement, mobilise 7,7 milliards d'euros sur la finance climat et a triplé justement son exposition sur les 10 dernières années. Et donc, nous continuerons de mobiliser sur cette finance internationale.

Mon tout dernier point, c'est sur la méthode. Au-delà de ces mobilisations, de ces échéances, de ce que nous voulons faire pour Belém avec la NDC et les quelques chantiers que je viens d'évoquer, nous devons continuer cette méthode d'associer tous les acteurs. On aura des résultats ensemble sur le climat si on continuait d'associer les scientifiques, les gouvernements, les entreprises, les ONG. Puis c'est celle que nous avons bâtie de méthode aussi avec le Pacte pour la prospérité, les peuples et la planète, le 4P, qui réunit aujourd'hui 73 États et qui a permis des initiatives innovantes par cette mobilisation générale. Je vais juste en citer quelques-unes, parce qu'elles viennent compléter cet agenda. C'est ce qu'on fait avec le Kenya, la Barbade, l'Espagne, la Somalie, le Bénin, la Sierra Leone, Antigua et Barbuda, et tous les pays qui le souhaitent pour une meilleure contribution du secteur de l'aviation à des transitions équitables à la résilience. C'est un des exemples de ce qu'on appelle les financements innovants.

On doit continuer de bâtir des coalitions d'acteurs pour les financements innovants. Avec le Royaume-Uni, nous avons travaillé à la mise en place d'un cadre pour les crédits biodiversité. Là aussi, c'est un mécanisme essentiel pour arriver à ce que je viens d'évoquer sur la forêt, par exemple, avec des projets pilotes qui sont déjà identifiés et une méthodologie robuste pour éviter de répliquer les erreurs qu'on a faites un moment par le passé sur les crédits carbone. Et puis, nous devons aussi mieux prendre en compte la vulnérabilité climatique dans les financements des banques de développement. Ça fait partie de cet agenda du 4P sur la réforme des grandes banques. Pour réussir cela, enfin, on doit garder en tête quelques principes simples. Aucun pays ne devrait choisir entre la lutte contre la pauvreté et la protection de la planète. Chaque pays doit pouvoir choisir son chemin. Il faut augmenter les financements envers les économies les plus vulnérables, car c'est une question de justice, et ce sont ces économies et ces pays qui sont les premières victimes des dérèglements climatiques. La finance privée doit être beaucoup plus mobilisée. C'est ce qu'on a mis au cœur de la réforme de la Banque mondiale et du FMI pour pouvoir, justement, réussir cette transition.

Enfin, la science doit continuer d'être le cœur de nos constats et de nos politiques. Il se peut que, parfois, on entende émerger des discours qui laisseraient s'installer l'idée que les questions climatiques ou de biodiversité seraient, en quelque sorte, des affaires d'opinion, que la science ne serait pas si claire. Je crois quand même que la science est assez claire. En tout cas, les scientifiques dûment accrédités, reconnus par leurs pairs, ne laissent pas planer beaucoup de doutes. Et donc, continuons de baser nos décisions sur la science et défendons la science libre, ouverte, pour fonder ces décisions. C'est pourquoi, dans cet esprit, à Paris, en décembre prochain, nous rassemblerons les 800 scientifiques du GIEC pour continuer de défendre cet agenda, qui est celui qui a permis aux Nations unies de prendre les bonnes décisions.

Je vous remercie pour votre attention et pour notre mobilisation collective.